

Accords fiscaux—Loi

Le gouvernement dit qu'il veut sabrer dans les dépenses. Nous faisons la même chose et nous avons un plan de réduction du déficit qui allait dans le même sens.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Ils rient. En fait, notre formule marchait aussi bien que la leur.

M. Dick: Vous n'avez pas convaincu les Canadiens.

M. Axworthy: C'était tout aussi important car nous avons créé les conditions de la relance économique du Canada. Nous avons ramené le taux d'inflation à 4 ou 5 p. 100. Cela a commencé sous notre gouvernement, grâce à nos initiatives. En fait, les conservateurs en profitent, mais ils devraient se prosterner tous les jours pour rendre grâce à Dieu et aux libéraux d'avoir contribué à créer la relance économique de notre pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Dick: Vous vous imaginez vraiment que quelqu'un vous croit?

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou commentaires?

M. Dick: Si le parti libéral réussissait si remarquablement à faire diminuer l'inflation et le déficit, pourquoi les Canadiens n'ont-ils pas cru les libéraux quand ils ont essayé de leur faire avaler leur plan grandiose à l'été 1984? Ils vous ont éjectés et remplacés par la plus grande majorité de notre histoire.

M. Axworthy: Si c'est là-dessus que le député se fonde, je lui demanderai simplement pourquoi, s'il fait un travail aussi merveilleux, le pourcentage de popularité de son parti est tombé de 58 p. 100 à 37 p. 100 en deux ans? C'est la baisse de popularité la plus vertigineuse qu'ait jamais connu un gouvernement dans toute l'histoire du Canada. Si le député est un représentant typique des conservateurs, qui se contentent de juger de l'efficacité de leurs politiques par les sondages d'opinion, il devrait sérieusement s'inquiéter de ce que fait son gouvernement et voter contre cette mesure. C'est ce genre de mesure qui a fait chuter à ce point la cote de popularité de son gouvernement en seulement 2 ans.

M. Kaplan: Le député a parlé de la construction du Conseil national de recherches à Winnipeg. Qu'en disaient les conservateurs lors de la dernière campagne électorale, alors que cette construction était en cours? Ont-ils dit qu'ils fermeraient cet établissement s'ils étaient élus ou qu'ils feraient quelque chose pour la science? Nous savons ce qu'ils ont finalement fait pour la science.

M. Axworthy: Monsieur le Président, c'est une question intéressante qui rejoint peut-être la précédente. Les conservateurs ont fait de nombreuses promesses. Toutefois, ils n'ont jamais parlé de fermer le CNR. En fait, plusieurs candidats conservateurs auxquels j'ai été confronté avec succès lors de débats à l'époque se déclaraient favorables à cette initiative. Ils trouvaient merveilleux qu'une ville de l'Ouest du Canada

puisse avoir la possibilité d'entrer dans une nouvelle ère de technologie de pointe. Ils étaient d'accord avec l'idée de faire participer également toutes les régions du Canada au progrès des nouvelles technologies de pointe.

Quand la décision a été prise en novembre 1984, elle a fait l'effet d'un coup de tonnerre sur les habitants de cette province. Ils se sont rendus compte qu'un gouvernement borné mettait brutalement fin à leurs chances d'entrer dans l'ère de la technologie de pointe.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et commentaires est terminée. Reprise du débat.

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, je suis content que vous m'ayez accordé la parole. Il est certainement très fatiguant pour les yeux d'avoir à surveiller la salle d'un bout à l'autre d'aussi loin.

L'objet du projet de loi C-96 mérite d'être longuement débattu. D'une part, il vise directement les dépenses sociales, le financement de la santé et de l'éducation et, d'autre part, il remet en question la façon dont le Canada administre ses finances. Cela justifie donc un débat prolongé et le gouvernement a veillé à ce que nous ayons tout le temps voulu pour tenir ce débat. Après un certain temps, les critiques constructives dégénèrent en une opposition aveugle. C'est ce qui s'est passé ces derniers jours. Il a donc fallu recourir à l'attribution de temps pour tirer l'opposition de l'impasse, pour ainsi dire.

Nous avons assisté à de curieux spectacles ces derniers jours. Le député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe (M. Tobin) et le député de York-Sud—Weston (M. Nunziata) ont joué à qui réussirait le mieux à mobiliser le temps de la Chambre et à empêcher le Parlement de s'acquitter de sa mission. L'un de ces députés a parlé, je crois, pendant deux heures et demie et l'autre pendant trois heures, tout cela sans rien dire de concret. Ce genre d'attitude négative ne devrait pas avoir cours au Parlement.

C'est avec plaisir que je prends la parole au nom du gouvernement pour faire une mise au point. Je dirais la vérité, ce qui n'est pas dans les habitudes des députés d'en face. C'est toutefois ce que je compte faire cet après-midi étant donné que nous avons entendu beaucoup parler l'opposition, mais pas suffisamment les ministériels.

Le projet de loi C-96 vise à préserver l'intégrité du mode de financement de la santé et de l'éducation. Le gâchi financier que l'ancien gouvernement a laissé derrière lui a certainement compromis l'ensemble des programmes sociaux. Si nous avions continué dans la même voie, en dépensant plus d'argent qu'il n'en rentrait, en alourdissant la dette encore davantage et en consacrant une proportion beaucoup plus importante de nos recettes au service de la dette, ce qui nous aurait laissé encore moins d'argent à consacrer à ces importants programmes sociaux, cela n'aurait pas manqué d'avoir des conséquences à long terme.